



## **DÉLIBÉRATION 2020 32 –**

### **Approbation de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'**

Séance du Comité Syndical du 11 décembre 2020, à distance

### **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la métropole parisienne, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de location de véhicules légers électriques et de vélos en libre-service (VLS).

Le service Velib' initié par Paris et étendu dans 30 communes dans un rayon de 1,5Km existe depuis 2007. Il a donné lieu à la passation d'un premier marché public qui s'achève au 31 décembre 2017.

Ce service public ayant rencontré un vif succès et ayant permis le développement de la pratique du vélo sur les territoires disposant de stations, il est apparu opportun d'étendre ce service à toute la Métropole.

En effet, la Métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

Or la mise en place d'un service public de vélos en libre-service à l'échelle du territoire de la Métropole constitue un levier pour répondre aux enjeux d'attractivité métropolitaine, de lutte contre la pollution de l'air et de bruit ainsi qu'aux actions de mobilité durable.

Dans cette optique, la Métropole du Grand Paris a adhéré au Syndicat le 6 mars 2017 afin d'une part d'être associée à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2018 et d'autre part, de participer au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib'. Une convention a été signée entre le Syndicat et la Métropole du Grand Paris le 20 décembre 2017 définissant ainsi les conditions de financement du service Velib' Métropole par la Métropole.

Après une première phase de déploiement de 1402 stations Velib' dont 392 stations installées dans les communes adhérentes hors Paris et en raison du succès croissant du service public Velib' auprès des usagers, il est envisagé la réalisation de nouvelles stations et l'extension du service, en dehors de Paris, sur de nouvelles collectivités adhérentes au Syndicat.

La Métropole du Grand Paris a adopté un plan de relance le 15 mai 2020 prévoyant l'extension du service Vélib' en permettant la création de 100 nouvelles stations d'ici 2022.

Aussi, pour répondre aux demandes d'extension et de développement du service Velib' formulées par les communes de la Métropole du Grand Paris d'une part, et prendre en compte les modalités de financement de nouvelles stations Velib' telles qu'organisées dans

le marché 201701-1 conclu entre le syndicat et la société SMOVENGO pour la conception, la fabrication, la pose, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service, il est nécessaire de modifier par voie d'avenant l'article 2 de la convention initiale liant le syndicat à la Métropole du Grand Paris portant sur la participation financière de la métropole du Grand Paris.

Le projet d'avenant proposé vise à préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations sur le territoire métropolitain.

Le montant de la participation financière de la Métropole du Grand Paris, pour les nouvelles stations commandées et implantées sur son territoire hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations, est de 10 000€ par an et par station, en moyenne sur la durée restante du marché, avec 55 000 € l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

La Métropole du Grand Paris finance ainsi l'investissement majoré de la première année, conformément au plan de relance. Sa participation est versée en une ou plusieurs fois, selon un échéancier établi chaque année.

La présente délibération a pour objet d'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi et d'autoriser le Président du Syndicat à signer cet avenant n°1 de la convention de financement et de suivi.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,



## **DÉLIBÉRATION 2020 32 –**

### **Approbation de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'**

Séance du Comité Syndical du 11 décembre 2020, à distance

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles créant la Métropole du Grand Paris ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République renforçant le statut de la Métropole du Grand Paris ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ;

Vu le marché de vélos en libre-service-Velib' notifié le 9 mai 2017 ;

Vu la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' Métropole, signée le 20 décembre 2017 ;

Vu la délibération de la Métropole du Grand Paris CM2020/12/01/10 du 1<sup>er</sup> décembre 2020 portant approbation du projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' Velib' métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' Métropole visant à préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations sur le territoire métropolitain, annexé à la présente délibération ;

Considérant la compétence de la Métropole du Grand Paris en matière de mise en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable ;

Considérant l'adhésion en date du 6 mars 2017 de la Métropole du Grand Paris au Syndicat permettant d'une part de l'associer à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et d'autre part, sa participation au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib' ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : APPROUVE** les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération :

La participation financière de la Métropole du Grand Paris au Syndicat Autolib' Velib' Métropole se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative du syndicat, conformément à l'article 14 des statuts, est arrêtée à un montant de 100 000 euros par an,
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence « Velib' », conformément à l'article 8-3 des statuts, est définie selon deux modalités :
  - ✓ Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1er janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station,
  - ✓ Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations financées.

Cette participation est versée en une ou plusieurs fois selon un échéancier établi chaque année entre les directions financières de la Métropole du Grand Paris et du Syndicat.

**Article 2 : AUTORISE** le Président du Syndicat à signer cet avenant n°1 à la convention de financement et de suivi.

Le Président

Signé par Sylvain Raifaud  
Le 14/12/2020

Signed with  
universign

Sylvain Raifaud